



Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 24 septembre 2025

Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EPA LES PIERRES BLANCHES (SARL)

390 Rue d'Anjou
ANETZ
44150 VAIR-SUR-LOIRE

Références : 2025_09_09 rapport-complet SARL EPA PIERRES BLANCHES

Code AIOT : 0054901218

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'établissement EPA LES PIERRES BLANCHES (SARL) implanté Les Breteschés - LE MARILLAIS - 49410 MAUGES-SUR-LOIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé dans le cadre du suivi des élevages relevant du régime d'autorisation et de la directive dite IED (émissions industrielles).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPA LES PIERRES BLANCHES (SARL)
- Les Breteschés - LE MARILLAIS - 49410 MAUGES-SUR-LOIRE
- Code AIOT : 0054901218
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage de poules reproductrices destinées à la filière chair (poulets).

Les animaux sont élevés sur litière dans trois poulaillers et la collecte des œufs est automatisée.

Le site est exploité par trois salariés et les effluents sont exportés vers une unité de compostage autorisée.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité

de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Demande d'action corrective	4 mois
7	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Demande d'action corrective	4 mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	4 mois
10	Installations électriques et techniques - Plans - FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	4 mois
11	Stockage et rétention	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Demande d'action corrective	4 mois
12	Applicabilité des programmes d'actions nitrates	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II	Demande d'action corrective	1 jour
14	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Demande d'action corrective	6 mois
15	Stockage des effluents en zone vulnérable	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-	Demande d'action corrective	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		III		
20	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Demande d'action corrective	1 mois
21	Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	Demande d'action corrective	4 mois
22	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Sans objet
3	Préservation de la biodiversité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7	Sans objet
4	Nature et risques des produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Sans objet
5	Propreté - Insectes - Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
6	Aménagement des locaux - Imperméabilité - Étanchéité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I	Sans objet
8	Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
13	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	Sans objet
16	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet
17	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	Sans objet
18	Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I	Sans objet
19	Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités constatées sont pour certaines récurrentes et elles vont faire l'objet d'un procès verbal.

La gestion des eaux de lavage, des œufs non valorisables, des déchets d'amiantes et plastiques ainsi que l'absence de déclaration des émissions atmosphériques constituent des points à corriger. La mise en rétention du groupe électrogène doit permettre une absence d'écoulement vers le milieu naturel.

Le forage doit être désaffecté et faire l'objet d'un comblement réglementaire ou être équipé d'une protection efficace pour un usage ultérieur.

Concernant la gestion des eaux de lavage (petits matériels et salle à œufs), il convient de déterminer avec précision le volume à collecter et à stocker avant d'augmenter l'autonomie de stockage. La prise en compte de l'eau de pluie ruisselant sur la plateforme de lavage est à étudier de manière pragmatique afin de réduire le volume à stocker et épandre.

L'épandage des effluents liquides doit être pratiqué à la tonne à lisier et non à l'aide d'asperseurs et le bordereau de transfert doit être cosigné par votre structure et par votre repreneur afin de justifier des apports.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : La capacité de l'élevage est respectée avec la présence de 36 701 poules et 3 125 coqs soit 39 826 animaux pour 56 760 autorisés. Les poulaillers sont implantés conformément au plan et le fonctionnement de l'élevage est conforme au descriptif du dossier. Les volailles sont élevées sur litière (bouchons de paille) et il existe une partie en caillebotis au niveau des pondoirs. Les poules sont alimentées à l'aide chaînes plates et les coqs ont à disposition des assiettes. Il existe 4 phases alimentaires pour les femelles et 3 pour les mâles et le ratio aliment/eau est d'environ 2,22 litres par kg. La ponte s'effectue durant environ 39-40 semaines et elle démarre au début du mois d'avril. Les souches utilisées sont ROSS 308 (femelle) et ROSS RJE (coq). Les coqs sont partiellement renouvelés durant le lot à hauteur de 150 à 200 par bâtiment. Le poulailler n° 47 (côté ouest) a été renforcé par la pose d'une charpente en métal (de type IPN) sous celle en bois existante. L'isolation du plafond (type Styrodur) a été partiellement refaite et il a mis en place une brumisation ainsi que la pose de néons leds. La modification de souche dans les poulaillers 46 et 47 a entraîné la pose de filets brise-vue à l'intérieur, mais la ventilation est maintenue en statique. Les poulaillers n° 45 et 46 sont équipés de panneaux photovoltaïques sur le côté gauche. L'élevage est suivi par 3 salariés dont un responsable de site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : L'exploitation est protégée par un portail et l'accès est empierré et propre. Les abords des poulaillers sont enherbés et l'entretien est réalisé par broyage par les salariés. Il est prévu de faire appel à un prestataire pour cette opération d'entretien. À ce jour, le broyage a été réalisé trois fois (déclaration de M.TERRIEN) et il doit être effectué sous peu. Il a été constaté la présence de pousse de frênes (environ 1 mètre de hauteur) par endroit, notamment sur la face ouest du poulailler n°47 et entre les numéros 46 et 47. Les arbres sont présents au milieu du parcellaire mais aussi au niveau des abords directs des longrines des bâtiments. Il a également été constaté la présence d'un tas de matériaux de déconstruction (bois, chaux, plaques de fibro ciment amiantés) et d'une zone d'incinération au nord-ouest du site. L'accès au point d'eau faisant office de réserve à incendie est quasiment fermé et les ronces ont envahi toute la zone. L'entretien n'est pas assuré de manière satisfaisante et les dépôts sont source de risque de pollution ou d'envol de matière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Préservation de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.
Constats : Le chemin d'accès ainsi que les faces ouest et nord du site présente des haies arbustives qui sont de

nature à favoriser une certaine biodiversité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Nature et risques des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.</p>
<p>Constats : Les fiches de données de sécurité des produits utilisés sont disponibles dans un classeur dédié.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Sécurité - incendie
<p>Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.</p> <p>Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.</p>
<p>Constats : Les locaux sont correctement entretenus et il n'a pas été constaté de désordre sur cette thématique. La ventilation dynamique du poulailler n° 45 (face est du site) dispose de capots pour l'extraction de l'air et le sol présent sous les dispositifs montre des dépôts de poussières limités aux zones d'expulsion. Les litières des animaux sont correctement entretenues (bouchons de paille et passage d'un motoculteur pour modeler la litière) et le matériel d'élevage ne présente pas de souillures importantes et de poussières.</p> <p>Le sol des couloirs de circulation et la salle de repos sont entretenus ainsi que les douches.</p> <p>La lutte contre les rongeurs est réalisée par vos soins à l'intérieur des poulaillers et par la Sté CTH pour les extérieurs. Le produit est fourni par le prestataire et il existe un plan des emplacements des appâts et un suivi écrit des interventions.</p> <p>Il n'a pas été constaté la présence de rongeurs (vivants ou morts) et ou de galeries dans les bâtiments et au niveau des abords. Selon les déclarations de M. TERRIEN, il n'y a pas de rats mais parfois quelques souris.</p> <p>La lutte contre les insectes est réalisée par vos soins et il a constaté la présence de cadavres de mouches en nombre assez conséquent dans le poulailler n° 47. La lutte s'effectue sur les adultes via un produit à appliquer au pinceau sur les murs et sur les larves sous les caillebotis. Les mouches vivantes sont surtout sur l'aliment et les parois du poulailler et le niveau d'infestation est moyen.</p> <p>L'entreposage des œufs brisés dans des cuves de 200 litres à l'extérieur du bâtiment constitue une source d'alimentation pour les insectes et pour les rongeurs.</p> <p>La zone de tri des œufs ne présente pas de signe d'infestation vis-à-vis des mouches.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée : Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne</p>

s'appliquent pas aux sols des enclos, « des volières, » des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.

À l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, « aux volières, » aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.

Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.

Constats :

Les bâtiments d'élevage sont lavés par un prestataire après enlèvement des litières et les eaux de lavage sont collectées dans 12 fosses de 3 m³. Le matériel d'élevage démontable est lavé au sud des installations (bac acier et plate-forme en béton) et il existe une fosse de 5 m³ pour le stockage des eaux souillées. La salle de tri des œufs est lavée tous les jours et le lavage de celle-ci génère une eau souillée qui est dirigée vers la fosse destinée au lavage des matériels. Le volume est estimé à environ 100 à 150 litres d'eau par jour.

Les plates-formes en béton situées au nord du site (pignons des poulaillers) permettent le dépôt temporaire du fumier à exporter (8 à 15 jours selon les déclarations de M. TERRIEN) et elles ne sont pas raccordées aux fosses. Il existe un risque de pollution lié aux éventuels écoulements de jus et aux lavages des surfaces concernées. Il n'a pas été constaté de trace de souillures aux abords immédiats des zones bétonnées mais une attention particulière doit y être apportée pour éviter tout risque. Il est à noter que l'effluent est entreposé sur la plate-forme en béton pour éviter tout endommagement des pignons par le chauffeur des établissements MERIAU. À l'origine, le fumier était maintenu en bâtiment puis chargé dans le camion à fond mouvant. Le solde du balayage (terre et reliquat de fumier) est épandu sur la surface enherbée située à l'ouest du site. Les longrines des poulaillers sont étanches et le contrôle des fosses en béton couvertes est impossible, dans la mesure il n'y a pas de regard de contrôle.

Les aliments sont entreposés en silos aériens fermés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1^{er} juin 2005 et avant le 1^{er} janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1^{er} janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Constats :

Le contrôle partiel des fosses accolées aux poulaillers montre la présence de jus souillées et de larves d'insectes dans les ouvrages. Ainsi, les eaux de lavage du lot précédent sont entreposées en fosses et le taux de remplissage des ouvrages contrôlés est estimé à 80 % en moyenne . Il n'a pas été constaté de trace de débordement au pourtour des zones bétonnées et autour des plaques en métal (dispositif de visite pour le pompage de l'effluent).

Le contrôle de la fosse de 5 m³ (eaux souillées pour le lavage du matériel) montre un écoulement important de jus lié au débordement jugé quasi permanent de celle-ci. En effet, cet ouvrage reçoit les eaux de lavage du petit matériels (une fois par an au moment du vide sanitaire) mais également les eaux quotidiennes du lavage de la salle à œufs et les eaux non souillées, issue de plateforme de lavage, d'une superficie de 215 m². Il a également été constaté la présence d'un tuyau de type PHED à

proximité immédiate de la fosse qui est généralement utilisé pour l'aspiration de l'eau depuis une pompe immergée (tuyau noir très solide et résistant). La partie supérieure de l'ouvrage est ouverte à ciel ouvert (orifice circulaire de 50 cm de diamètre) et le couvercle détérioré est posé à même le sol à proximité. La protection sommaire vis-à-vis des chutes dans la fosse est assurée par une petite palette en bois. Le niveau d'effluent est maximal et il existe un débordement quasi constant vers le fossé adjacent distant d'environ 6 mètres. Le fossé présente une végétation bien développée et en pleine croissance ainsi qu'un lit d'eau stagnante et un dépôt noirâtre important. La hauteur de sédiment est estimée à environ 45 cm et elle a été jaugée à l'aide d'une planche en bois. La couleur et l'odeur de la boue présente ne laisse aucun sur l'origine de cette pollution.

Il est à noter que cet émissaire s'écoule vers un cours d'eau d'eau, jugé sensible lors de la dernière consultation du public. Le contrôle du cours d'eau "Lande du Croulay" (ouest du site) le 9 septembre 2025, montre un assec hormis une petite zone située à proximité du busage (sud-ouest parcelle n° 93). Ce constat démontre d'une part l'absence d'écoulement d'effluent dans le cours d'eau mais également un dysfonctionnement important de la gestion actuelle de la fosse.

Ce constat a été déjà été réalisé en 2020 et a fait l'objet d'un précédent rapport le 18 août 2020.

Le volume de l'ouvrage sera à démontrer et il faudra prévoir la mise en place d'un nouvel ouvrage pour stocker l'ensemble des eaux souillées. Il semble judicieux de prévoir un déversoir d'orage pour limiter le volume de stockage et l'épandage. En effet, la surface en béton représente 215 m² ce qui implique la production de 4,3 m³, pour une pluviométrie de 20 mm. En d'autres termes, sur la base d'un ouvrage de 5 m³ vide, le déversement d'une pluviométrie de 20 mm associée aux eaux souillées de lavage d'une semaine, permet un remplissage complet de la fosse existante. Le fonctionnement actuel n'est pas réglementaire et il est source de pollution.

Il est à noter que le pompage occasionnel de cet ouvrage par un prestataire, ne permet de répondre aux obligations réglementaires. Vous voudrez bien nous indiquer à l'aide de justificatifs, le volume et la fréquence de collecte de l'effluent depuis le 01/04/2023 (délai 15 jours).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Accessibilité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionné pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

Constats :

Le chemin d'accès est empierré et il permet un passage aisé des engins de lutte contre l'incendie. La cour située à l'entrée du site est également empierrée ainsi qu'un chemin de desserte par le côté Est du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

À défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
 - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
 - le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
 - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;
- ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

La lutte interne est assurée par des extincteurs (3 par poulailler) dont l'entretien est réalisé régulièrement (extincteur Nantais).

La lutte externe devait être assurée par un pont d'eau de 720 m³ au nord-ouest du site. Actuellement le volume disponible est nettement insuffisant et l'accessibilité est quasi impossible. En effet, les ronces ont envahi le pourtour de la fosse en terre et aucun entretien n'a été réalisé (accès humain très difficile). Selon les déclarations de M. TERRIEN, la réserve dispose d'un volume plus conséquent l'hiver mais le volume diminue en été. Le dispositif ne répond pas aux exigences et ce constat est similaire à celui du 29 juillet 2020.

Lors de la dernière consultation du public les pompiers ont demandé un volume utile de 720 m³ et accès permanent au dispositif. Cette exigence est reprise de l'arrêté d'autorisation. La fosse présente ne semble pas en mesure de maintenir un volume utile de 720 m³ en tout temps, raison pour laquelle, il faut dès à présent prévoir la création d'un nouveau dispositif.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques

des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.

Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

Constats :

Le dernier contrôle des installations électriques a été effectué suite précédent contrôle de 2020 et depuis aucun suivi n'a été diligenté.

La présence de salariés constitue un facteur aggravant de la situation actuelle et cette infraction a déjà été constatée en 2020.

Le suivi doit être annuel et il faut procéder à la mise en conformité des anomalies relevées. Les justificatifs des travaux permettant de justifier de la remise en conformité sont à mettre dans le registre des risques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Stockage et rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.

I. Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.

L'exploitant veille au bon état des rétentions.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir

recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

II. Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient ;
- 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.

Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1^{er} novembre 2022.

Constats :

Les produits dangereux sont entreposés sur une palette fixe pour les fûts d'acide de 200 litres et sur une palette mobile pour les produits de nettoyage et de désinfection et autres produits. Les emballages (10 à 25 litres) présentent des pictogrammes de dangers et il existe au travers des produits, des bidons n'ayant pas de dangerosité. Les fûts comme les bidons ne disposent d'aucune rétention et en cas de déversement accidentel, le contenu s'écoule par gravité vers la plateforme de lavage puis le milieu naturel. La rétention peut s'effectuer dans un bac maçonné ou à l'aide d'une cuve double paroi ou dans un bac collecteur (ex : palette avec réservoir associé). Il n'a pas été constaté de trace de déversement au pourtour des emballages.

Le groupe électrogène situé au sud des installations est alimenté par un réservoir en métal qui ne dispose pas de rétention. Ainsi, il existe une plateforme en béton situé à 2-3 mètres du fossé rejoignant le cours d'eau "Lande de Croulay", sur laquelle le groupe est posé. Il a été constaté des traces d'hydrocarbures sur le sol en béton et sur le sol enherbé du pourtour de la plateforme. Les traces dans l'herbe semblent être limitées à un périmètre d'environ 25 cm. L'absence de rétention a déjà été constatée et elle a fait l'objet d'un rapport le 18 août 2020. Selon les propos de M. TERRIEN, une fuite d'hydrocarbure a été détectée sur le tuyau alimentant le filtre à fuel et un réparateur a été appelé pour le changement du flexible (morceau du tuyau et filtre à proximité immédiate du groupe).

La présence de la rétention aurait permis de limiter cette pollution à la dalle en béton et de pomper ce liquide à l'aide d'une matière absorbante.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 12 : Applicabilité des programmes d'actions nitrates

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Dans les zones vulnérables aux pollutions par les nitrates, délimitées conformément aux dispositions des articles R.211-75 et R.211-77 du Code de l'environnement, les dispositions fixées par les arrêtés relatifs aux programmes d'action pris en application des articles R.211-80 à R.211-83 du Code de l'environnement sont applicables.

Constats :

Les eaux de lavage du matériel et des poulaillers doivent être épandues sur les surfaces du GAEC DES ÉTANGS (oncles de l'exploitant).

Selon les déclarations de M. TERRIEN les eaux ont été épandues sur la parcelle située au nord du site. Le bordereau de transfert d'effluent permettant de justifier les apports n'est pas mis en place malgré le précédent constat du mois d'août 2020. Par ailleurs, il a été déclaré un épandage des eaux de lavage des poulaillers durant le mois de mai 2025 à l'aide d'asperseur. La parcelle est actuellement déchaumée et la culture précédente était un blé ou une orge (chaumes enfouis partiellement). L'apport d'effluent 1 mois avant la moisson paraît peu probable compte tenu du développement de la culture et de la phase de mûrissement de la graine à récolter.

Le justificatif d'exportation du fumier n'était pas présent au moment du contrôle, mais il a été adressé au service dans l'après-midi (207 tonnes entre le 6 mai et le 14 mai 2025).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour

N° 13 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.</p> <p>Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L.211-2 du Code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables.</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.</p> <p>Constats : L'alimentation en eau est réalisée à partir du réseau public et il existe un relevé journalier du niveau de consommation. La consommation est d'environ 5 m³ par jour et par poulailler. La distribution s'effectue à l'aide d'abreuvoir de type Plasson et il n'a pas été constaté de fuite d'eau durant le contrôle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du Code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé</p> <p>Constats : Le puits présent à l'ouest du poulailler n° 47 (parcelle n° 140) n'est pas utilisé et il ne dispose pas de la protection réglementaire. Il a été constaté la simple présence d'une tôle en métal sur la tête de l'ouvrage. Ainsi, la pollution de cet ouvrage est très aisée et le risque de chute d'un petit animal est possible. Ce constat est identique à celui du 31 mai 2016. L'ouvrage n'est pas déclaré et il n'est pas protégé suffisamment. Le forage est soit désaffecté définitivement après avoir pris soin d'effectuer un comblement conforme à la réglementation, soit il est conservé pour un usage ultérieur. Dans le second cas, celui-ci doit être déclaré au titre du Code minier si la profondeur excède 10 mètres et au titre de la rubrique 1.1.1.0 au titre de la loi sur l'eau et il doit être équipé d'un dispositif de protection conformément à la réglementation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 15 : Stockage des effluents en zone vulnérable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée : En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R.211-81 du Code de l'environnement.</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II</p>

de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.
Constats : Le constat de débordement quasi permanent de la fosse de 5 m ³ destinée au stockage des eaux de lavage démontre que l'autonomie de stockage est notoirement insuffisante vis-à-vis des pratiques actuelles. Il semble que les eaux de lavage issues de la zone de tri des œufs ainsi que l'absence de détournement des eaux non souillées issues de la zone de lavage extérieure n'ont pas été prises en compte pour le dimensionnement de la fosse. Un nouveau diagnostic sera à produire pour s'assurer du volume utile nécessaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 16 : Collecte des eaux de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
Constats : Les poulaillers ne sont pas équipés de gouttières et l'eau s'infiltré au niveau
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Rejets directs d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
Constats : Aucun rejet direct dans les eaux souterraines constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les bâtiments sont correctement ventilés. L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage. En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites. Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ; - dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.
Constats : La ventilation du poulailler n° 45 (côté Est) est dynamique tandis que les deux autres disposent d'une ventilation statique. Il a été constaté la présence de poussières au niveau des capots de ventilation sous la forme d'un dépôt au sol sur la végétation. La surveillance de ceux-ci doit permettre de limiter le reliquat évacué. À l'intérieur des poulaillers aucune poussière perceptible dans l'atmosphère et aucun constat de dépôts sur le matériel.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 19 : Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Gestion des odeurs. L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes
Constats : La litière est sèche et bien maîtrisée à l'aide de bouchons de paille. L'ambiance générale des bâtiments ne génère pas d'odeur particulière sur le site. L'unique point odorant est le stockage à l'air libre (2 fûts) des œufs cassés, situé à l'ouest du poulailler n° 47 et la fosse des eaux de lavage du petit matériel non couverte. La perception est limitée aux abords directs du stockage et de la fosse (périmètre d'environ 3 mètres). Le niveau odorant doit être plus important lors du vide sanitaire (curage du fumier) mais le lot est cours de production.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Les œufs cassés et non valorisables sont entreposés dans des fûts de 200 litres sur une palette puis mis sur un tas de fumier chez des exploitants voisins. Afin de limiter les différentes nuisances, il est procédé à l'application de chaux. Il a été constaté en présence de M. TERRIEN, la présence d'un fût dont le niveau de remplissage est maximal et un dont le niveau de remplissage est partiel. La palette est positionnée au sud-ouest du poulailler n° 47 et elle est source de prolifération des mouches (mouches et asticots). Le point de stockage génère des odeurs et il attire les frelons. Selon les propos de M. TERRIEN, l'équarrissage ne reprend plus ce sous-produit avec les cadavres de poules et il demande une collecte séparée (modification intervenue il y a 2-3 ans). La pratique actuelle est interdite et il faut prévoir un stockage dans une enceinte à température négative dédiée puis une mise en bac séparé. Le volume estimé par M. TERRIEN représente environ 5 fûts de 200 litres par lot de volailles. À ce jour, l'entreposage n'est pas conforme et il est source de développement de mouches, d'odeurs et il constitue un appât pour les rongeurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 21 : Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
Thème(s) : Élevage, Pollution

<p>Prescription contrôlée : Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.</p> <p>Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au Code rural et de la pêche maritime.</p> <p>Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1^{er} janvier 2015.</p> <p>Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.</p>
<p>Constats : Il a été constaté la présence d'une zone d'incinération au nord du site qui présente des reliquats de bois, de matières plastiques de type bâches, tuyaux, de métal et de mousse expansée isolante. Cette pratique est interdite et doit être stoppée sans délai. L'incinération de bois et de déchets verts est possible, mais il faut au préalable vérifier auprès de la commune les conditions requises. La rénovation du poulailler n° 47 a entraîné la dépose de quelques plaques de fibrociment amiantées par l'entreprise GRIFFON. Ce matériel qui présente des risques pour les personnes, est stocké en plein air depuis environ 2 ans au nord du site. Cette matière doit être manipulée par des personnes habilitées et elle doit faire l'objet d'un dépôt dans un centre autorisé. Le bordereau de prise en charge constitue un élément justificatif pour le devenir de cette matière dangereuse et il sera à nous transmettre par messagerie à l'adresse suivante : ddpp-envi@maine-et-loire.gouv.fr</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 22 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Dossier</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »</p> <p>Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020</p>
<p>Constats : Le calcul de l'azote excrété par les volailles à l'aide d'un bilan réel simplifié (1 bilan par poulailler et par an) n'a pas été réalisé. Le calcul des émissions atmosphériques d'ammoniac, déterminé à partir du bilan réel simplifié n'a pas été réalisé. Ce point a déjà fait l'objet d'un précédent constat le 29 juillet 2020. Il est à noter que les points soulevés constituent un non-respect des meilleures techniques disponibles n° 3 et n° 23, malgré votre engagement pris dans le dossier de réexamen de 2018. Le site GEREP étant clos depuis le début de l'été, il conviendra de réaliser cette démarche durant le premier trimestre de l'année 2026 puis chaque année.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois